

La France gère mieux la crise économique que les Etats-Unis

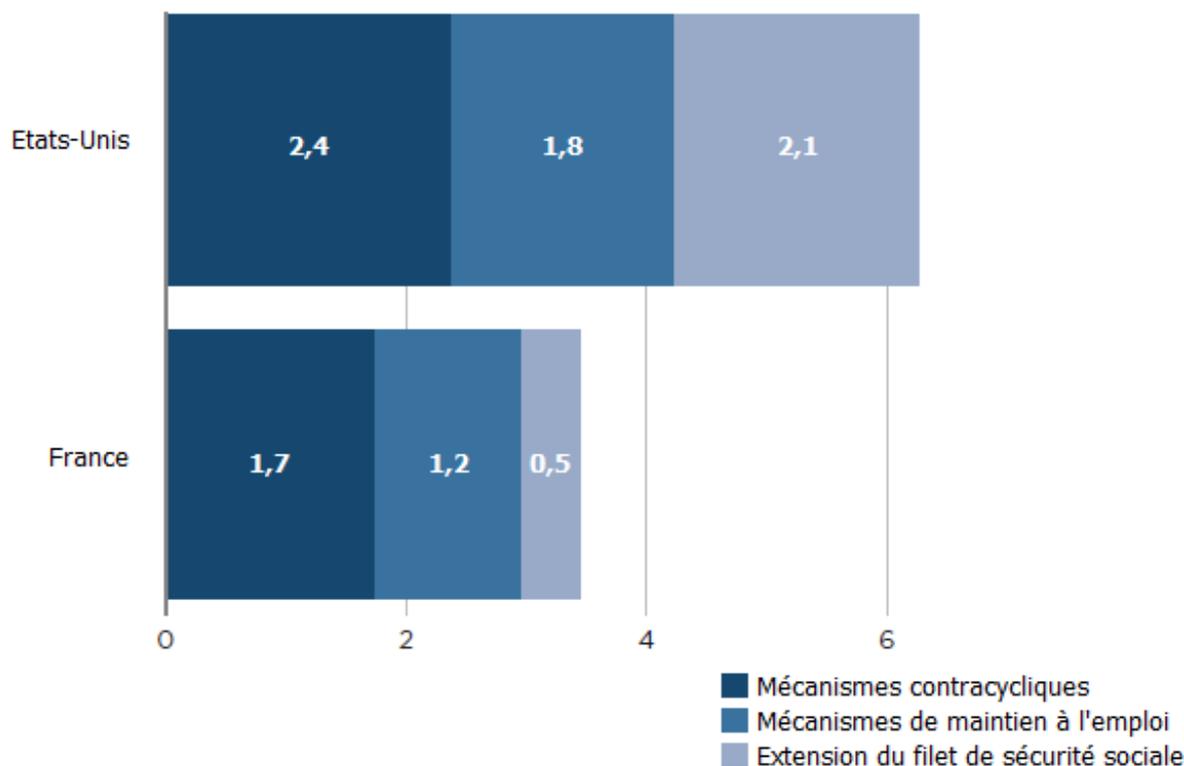
blogs.alternatives-economiques.fr/anota/2020/06/30/la-france-gere-mieux-la-crise-economique-que-les-etats-unis

Lorsque les autorités de nombreux pays ont adopté des mesures de confinement courant mars pour freiner la propagation de l'épidémie de coronavirus, elles ont plongé par la même occasion l'économie en récession, si bien qu'elles ont souvent également adopté des mesures économiques de soutien pour freiner la gravité de cette dernière ; il s'agissait d'aplatir à la fois la courbe épidémique et la courbe de la récession [[Gourinchas, 2020](#)].

Les mesures économiques adoptées durant le confinement ne visaient pas à accroître la demande globale ; cela aurait été inopportun, dans la mesure où l'offre ne pouvait pas satisfaire le niveau habituel de demande et où l'on poussait précisément les consommateurs (et les travailleurs) à éviter les interactions physiques. Par contre, les mesures de soutien destinées aux ménages visaient à assurer que ceux-ci puissent faire face à leurs dépenses incompressibles et notamment à la charge de leur dette, tandis que les mesures de soutien destinées aux entreprises visaient à éviter qu'elles fassent faillite et à réduire leurs incitations à licencier [[Blanchard, 2020](#)]. Il s'agissait de préserver le tissu productif afin qu'il puisse de nouveau répondre à la demande, que les travailleurs retournent travailler et que les ménages retournent consommer une fois que les mesures de confinement seraient retirées et que l'économie serait retirée de son « coma artificiel » [[Krugman, 2020](#)]. C'est lors du déconfinement qu'il apparaît opportun de stimuler la demande globale, et ce d'autant plus que l'épidémie a davantage nui à la demande qu'à l'offre [[Balleer et alii, 2020](#)].

En mars et avril, les Etats-Unis ont annoncé diverses mesures de soutien dont le montant total avoisinait les 2.700 milliards de dollars, soit 13 % du PIB, si bien qu'il s'agit du plus ample effort de relance de leur histoire. De leur côté, les pays européens ont adopté des mesures d'un montant significativement moindre. L'effort budgétaire à destination des ménages a presque été deux fois plus ample que celui adopté en France : le premier représentait 6,3 % du PIB en 2019 et le second 3,4 % (*cf.* graphique 1). En l'occurrence, le mécanisme de maintien à l'emploi adopté aux Etats-Unis est moitié plus important que celui adopté en France : le Paycheck Protection Program (PPP) a représenté environ 1,8 % du PIB, tandis que de notre côté de l'Atlantique le mécanisme de chômage partiel et le fonds de solidarité pour les PME ont représenté, combinés ensemble, 1,4 % du PIB.

GRAPHIQUE 1 Soutien budgétaire à destination des ménages entre mars et mai 2020 (en % du PIB de 2019)

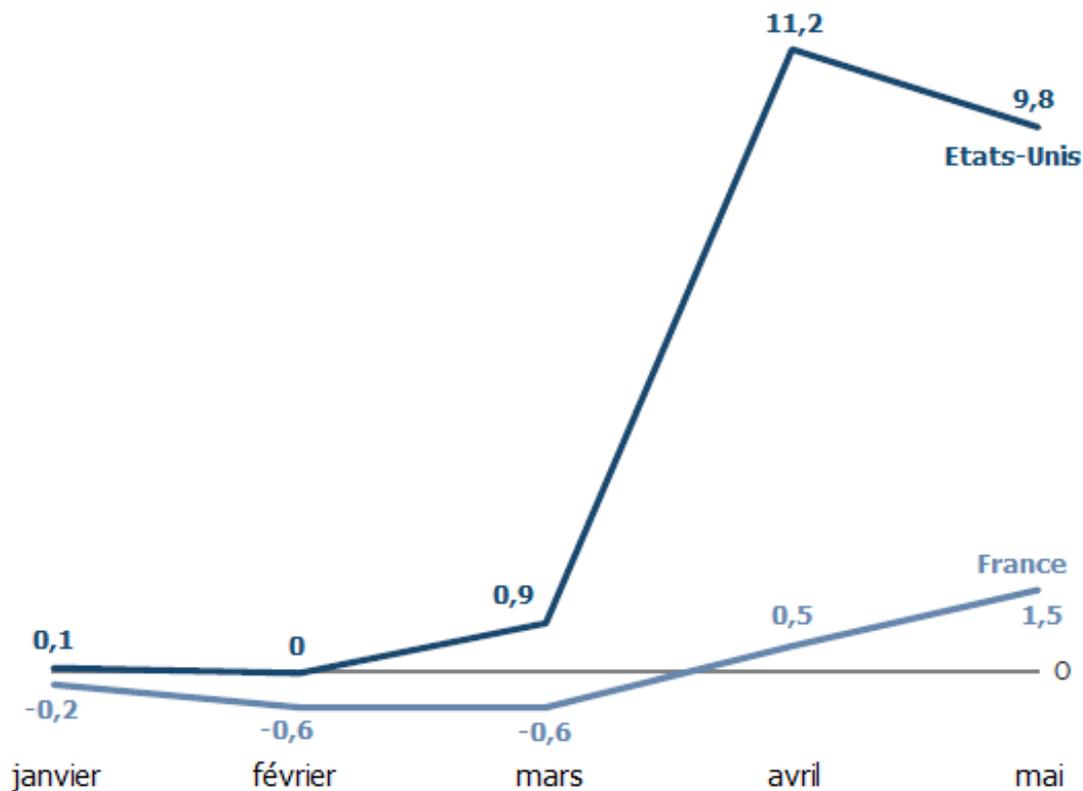


source : Cohen-Setton et Pisani-Ferry (2020)

De tels chiffres pourraient suggérer que l'administration Trump est plus efficace pour gérer la crise économique que ne l'a été le gouvernement Philippe. En comparant les plans de soutien aux ménages adoptés en France et aux Etats-Unis, Jérémy Cohen-Setton et Jean Pisani-Ferry (2020) montrent dans une nouvelle étude que ce n'est pas le cas.

Le fait que les mesures de soutien aient été plus massives aux Etats-Unis n'implique pas qu'elles aient été plus efficaces que celles adoptées en France. En fait, elles ont été plus massives aux Etats-Unis précisément parce qu'elles ont été moins efficaces qu'en France. D'après la loi d'Okun, Cohen-Setton et Pisani-Ferry estiment qu'une chute de l'activité économique d'un tiers, comme celle qui a été observée au cours du confinement, aurait dû se traduire par une hausse du taux de chômage de 15 points de pourcentage aux Etats-Unis et de 12 points de pourcentage en France [Ball et alii, 2017]. Les mesures de soutien ont permis d'éviter une telle dégradation des marchés du travail. Mais elles n'ont pas empêché le taux de chômage d'augmenter d'une dizaine de points de pourcentage outre-Atlantique et d'y retrouver des niveaux qu'il n'avait pas atteints depuis un demi-siècle (*cf.* graphique 2). Par contre, dans nombre de pays européens, les mesures de soutien ont permis d'absorber l'essentiel du choc touchant l'emploi : la hausse du taux de chômage a par exemple été inférieure à 2 points de pourcentage en France.

GRAPHIQUE 2 Variation cumulative des taux de chômage aux Etats-Unis et en France (en points de pourcentage)



source : Cohen-Setton et Pisani-Ferry (2020)

Dans plusieurs pays européens, les autorités ont cherché à maintenir le lien des travailleurs à leur emploi même lorsque l'entreprise qui les emploie était fermée. En permettant à l'ensemble des entreprises connaissant une chute temporaire de leur activité de recourir au chômage partiel, elles ont réussi à contenir la hausse du chômage. Selon les estimations de Cohen-Setton et Pisani-Ferry, cela a été fait à un coût à peine supérieur à celui qui aurait résulté de l'indemnisation des travailleurs qui se seraient retrouvés au chômage en l'absence d'un tel mécanisme.

De leur côté, les autorités américaines ont fourni un soutien aux ménages en considérant que les travailleurs dont l'entreprise était temporairement fermée seraient probablement licenciés. Elles n'ont pas cherché à maintenir le lien des travailleurs à leur emploi. Le gouvernement a certes adopté le Paycheck Protection Program en parallèle, mais ce dernier a été très mal ciblé et a créé d'amples effets d'aubaine : il a bénéficié à de nombreuses entreprises qui n'en avaient pas besoin, alors que de nombreuses entreprises qui étaient en difficulté n'en ont pas bénéficié.

Le plan de soutien américain a en outre été plus coûteux car l'administration a été contrainte de mettre en place de nouveaux programmes pour tenter de surmonter les carences du système de protection sociale. L'économie française a tiré profit d'un filet de sécurité sociale bien plus développé et du fait qu'une plus grande proportion du revenu disponible n'est pas affectée par les fluctuations de l'activité économique.

Il y a beaucoup de choses à redire quant à la gestion de la crise sanitaire en France [Laurent, 2020]. Mais, comme le suggère également la nouvelle envolée des infections au coronavirus outre-Atlantique, il n'est pas sûr qu'elle ait été moins efficace qu'aux

Etats-Unis. Bien sûr, il faut encore attendre pour véritablement conclure quant à l'efficacité des mesures économiques, notamment parce que l'emploi s'ajuste en retard par rapport aux fluctuations de l'activité : nous sommes peut-être à l'aube d'une forte hausse du chômage en Europe. L'économie américaine pourrait rapidement revenir à un relatif plein emploi en raison de la plus grande flexibilité du marché du travail, tandis que l'indemnisation du chômage et la protection de l'emploi pourraient être accusées de freiner le reflux du chômage en France. Mais, pour l'heure, il semble que le gouvernement Philippe ait bien mieux géré la crise économique que ne l'a fait l'administration Trump.

Références

BALL, Laurence M., Daniel LEIGH & Prakash LOUNGANI (2017), « Okun's law: Fit at 50? », in *Journal of Money, Credit and Banking*, vol. 49.

BALLEER, Almut, Sebastian LINK, Manuel MENKHOFF & Peter ZORN (2020), « Demand or supply? Price adjustment during the Covid-19 pandemic », in CEPR, *Covid Economics*, n° 31.

BLANCHARD, Olivier (2020), « "Whatever it takes." Getting into the specifics of fiscal policy to fight COVID-19 », in PIIÉ, *Realtime Economic Issues Watch* (blog), 30 mars.

COHEN-SETTON, Jérémie, & Jean PISANI-FERRY (2020), « When more delivers Less: Comparing the US and French COVID-19 crisis responses », PIIÉ, *policy brief*, n° 20-9.

GOURINCHAS, Pierre-Olivier (2020), « Flattening the pandemic and recession curves », 13 mars.

KRUGMAN, Paul (2020), « Notes on the coronacoma », in *New York Times*, 1er avril.

LAURENT, Eloi (2020), « Epidémie : quelques intuitions chiffrées pour éclairer la débâcle française », in *Alternatives économiques*, 4 juin.